**ARRÊTÉ PORTANT REFUS DE TITULARISATION**

Le Maire/ Président de…………….

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

*(Le cas échéant en cas de détachement pour stage)* Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°………………..du………. portant statut particulier du cadre d’emplois des……….,

*(Le cas échant en cas de détachement pour stage)* Vu l’arrêté en date du……………………., à effet du……………, fixant la dernière situation de M./Mme……….,……………………. (grade, au……………………….ème échelon, Indice Brut………., Indice Majoré…………., avec une ancienneté de………………,

Vu l’arrêté en date du……………, nommant M/Mme………………….., …………………….(grade), en qualité de stagiaire, au…………………..ème échelon, Indice Brut………………., Indice Majoré…………..,

*(Le cas échant en cas de prorogation de stage)* Vu l’arrêté en date du………….., prolongeant ou prorogeant le stage de M/Mme ………………….. pour une durée de……………,

Vu l’avis de la Commission Administrative Paritaire en date du…………….,

Considérant que les aptitudes professionnelles de M/Mme……………….. ne sont pas jugées suffisantes pour permettre sa titularisation à l’expiration de sa période de stage,

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1 :** A compter du…………………….., il est mis fin au stage de M/Mme………………en qualité de ……………….(grade).

**ARTICLE 2 :** A compter de cette même date, M/Mme ……………..est rayé des effectifs après épuisement des droits à congés annuels.

*OU*

*(Le cas échéant en cas de détachement pour stage)* A compter de cette même date, il est mis fin au détachement de M/Mme……………………

Il (elle) est réintégré(e) dans son cadre d’emplois d’origine, au garde de……………….., au ……………………..ème échelon, Indice Brut………………….., Indice Majoré……………., avec une ancienneté de………….

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Service (secrétaire de mairie/directeur…………) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à M/Mme…………

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Indre et au comptable de la collectivité.

Notifié à l’agent le……………… Fait le…………….., à………….

Signature Le Maire/Président